

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Flint Group France

Zone industrielle Du Breuil le sec
60600 Clermont

Référence : arrêté préfectoral d'autorisation du 06/03/06
Code AIOT : 0007000520

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2023 dans l'établissement Flint Group France implanté 59273 Dreve du Chateau lieu dit Le petit Marais 59273 Fretin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Flint Group France
- 59273 Dreve du Chateau lieu dit Le petit Marais 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007000520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLINT GROUP fabrique des encres pour l'emballage et l'industrie graphique. Le site de FRETIN appartient à la division "Pigments, chips and résines" du groupe FLINT et est spécialisé dans

la fabrication de préparations pigmentaires ("chips") servant d'intermédiaire dans :

- la fabrication d'encre pour emballages pour les imprimeurs ;
- la fabrication de peintures industrielles ;
- la fabrication de vernis à ongles ;
- la fabrication de vernis pour bois ;
- la fabrication d'encre pour marqueur pour tableau blanc ;
- l'ink-jet.

Le process comprend des étapes de mélanges des matières premières, de laminage, d'étuvage puis de concassage pour obtenir le produit fini.

L'installation est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 06 mars 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle inopiné des rejets atmosphériques de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 16	/	Sans objet
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 17	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 20.1	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 21.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée de manière inopinée en parallèle d'un prélèvement réalisé sur les rejets atmosphériques de l'établissement par la société GINGER.

Les résultats du contrôle communiqués par le laboratoire GINGER dans son rapport daté du 24/04/13 apparaissent conformes aux valeurs limites d'émission réglementant les rejets de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).</p> <p>Sur la canalisation de rejet de l'installation de traitement des COV doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44-052.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats : Les rejets de l'oxydeur thermique se font par une cheminée de diamètre 0,9m et 12m de hauteur. Elle est équipée de 2 trappes normalisées permettant la réalisation de prélèvement d'air.</p> <p>Une échelle et une passerelle permettent l'accès à ces points de prélèvement.</p> <p>Le rapport du laboratoire GINGER souligne que les distances de longueur droite en amont et en aval du point de prélèvement sont insuffisantes, ainsi que la zone de dégagement au niveau de la plate-forme d'accès au point d'échantillonnage.</p> <p>A contrario, les rapports de contrôle réalisés par d'autres prestataires lors des années antérieures soulignaient que les prescriptions normatives liées à la section de mesurage étaient satisfaites dans leur totalité.</p>
<p>Observation O1 : la plate-forme et le point de prélèvement n'ayant pas été modifiés, l'exploitant est invité à se rapprocher de la société GINGER afin de confirmer les conclusions du rapport sur la conformité du point d'échantillonnage et de mettre en oeuvre le cas échéant les actions correctives nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement.</p> <p>Les événements ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces événements, les remèdes apportés et les actions engagées pour éviter le renouvellement d'un tel événement sont consignés dans un document.</p>
<p>Constats : La température des chambres de combustion de l'incinérateur (RTO) fait l'objet d'une mesure en continu. En complément, une vérification est réalisée quotidiennement par un opérateur.</p> <p>L'arrêt de l'oxydeur entraîne le déclenchement d'une alarme visuelle.</p> <p>L'oxydeur est mis à l'arrêt le week end en l'absence d'activité de production. Il est remis en service le lundi vers 6h à la reprise des activités de production.</p>

L'enregistrement de la température et du débit fait l'objet d'une synthèse mensuelle, avec commentaires et précisions quant aux éventuels arrêts et/ou pannes. Les actions correctives et les délais de remise en service sont précisés.
Observation O2 : Une baisse du taux de disponibilité du RTO est constatée depuis juin 2022. L'exploitant est invité à en préciser les raisons et conséquences potentielles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 20.1					
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets canalisés doit être traité par un incinérateur dont les caractéristiques sont les suivantes :					
	Hauteur minimale en m	Diamètre maximal au débouché En m	Installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection minimale en m/s
Cheminée	10	0.9	Incinérateur COV	32 000	3.9
<p>➤ Concentration en sortie d'incinérateur :</p> <p>➤ COV : 50 mg/Nm³ en équivalent carbone</p> <p>➤ NO_x : 100mg/Nm³ en équivalent NO₂</p> <p>➤ CH₄ : 50 mg/Nm³</p> <p>➤ CO : 100 mg/Nm³</p> <p>Les valeurs limites de rejet correspondent aux conditions suivantes :</p> <p>- Gaz secs - Température : 273 K - Pression : 101,3 kPa.</p> <p>Le rendement de l'incinérateur doit être supérieur à 98%.</p> <p>Un dispositif de récupération secondaire d'énergie doit être installé après l'incinérateur.</p>					
Constats : Les rejets des ateliers (malaxeurs, lamineurs, concasseurs) sont raccordés à l'oxydeur					

thermique après passage par un dépoussiéreur le cas échéant.

La salle de mûrissement, dans laquelle sont placés les produits intermédiaires en sortie de malaxeur pour une durée de repos de l'ordre de 24 heures (température et hygrométrie ambiantes), n'est quant à elle pas équipée d'aspiration reliée au RTO.

Les effluents traités sont rejetés à l'atmosphère par une cheminée de 12 mètres de hauteur et de diamètre 0,9m.

Le contrôle inopiné des rejets réalisé par le laboratoire GINGER le 07 avril 2023 met en évidence le respect des valeurs limites de rejet pour l'ensemble des paramètres réglementés (COVT, CO, NOx, CH4) ainsi que pour la vitesse d'éjection des gaz.

Le débit mesuré est de 10 700 m3/h.

L'exploitant réalise par ailleurs une mesure annuelle de la qualité de ses émissions atmosphériques. Les derniers rapports de mesures (avril 2020, mars 2021 et mai 2022) mettent en évidence le respect des valeurs limites de rejet.

Le rendement de l'incinérateur est légèrement inférieur à 98 %. Il oscille entre 95 et 98,5 % sur les 5 dernières années. L'incertitude existante sur la quantification des COV totaux en amont ne permet cependant de statuer strictement sur l'atteinte ou non du taux de 98 % (incertitude de l'ordre de 20%).

Un système de récupération de chaleur des fumées pour le préchauffage des étuves est en place.

Observation O3 : L'exploitant justifiera de l'absence d'émission de COV lors de la phase de mûrissement ou veillera à raccorder les émissions de cet atelier à l'oxydeur thermique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2006, article 21.2

Thème(s) : Risques chroniques, Incinérateur COV

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de son incinérateur. Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.

Paramètres	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Débit	Continu	Oui
CO	Annuelle	Non
Méthane	Annuelle	Non
NO _x	Annuelle	Non
Température de la chambre de combustion	Continu	Oui

Constats : Le débit et la température font l'objet d'une mesure en continu avec enregistrement (débit 50286 m3/h et température de 819° lors du contrôle).

Une campagne de mesures de l'ensemble des paramètres polluants est réalisée annuellement par un prestataire extérieur (société COELYS).
Observation O4 : Une demande d'investissement a été formulée par l'exploitant pour le remplacement du débitmètre. L'exploitant confirmera à l'inspection la date de remplacement effectif de l'instrument de mesure (débit mesuré par le laboratoire nettement inférieur à celui constaté sur la centrale de supervision du RTO).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet